Assurance des dommages économiques purs causés par un matériel d'emballage défectueux

Conditions générales complémentaires (CGC)

Edition 2006 des conditions modèles de l'ASA. Ces conditions sont dépourvues de tout caractère obligatoire. Les compagnies sont libres de convenir de conditions divergentes.

Article 104

1. Objet de l'assurance

En modification partielle de l'art. 71 et n CGA, l'assurance s'étend à la responsabilité civile légale pour les prétentions résultant d'un matériel d'emballage défectueux fabriqué ou livré par le preneur d'assurance, ayant pour objet

- les frais pour la détermination et le tri des produits défectueux et des produits sans défauts;
- les frais pour l'étiquetage consécutif des produits défectueux, sans les frais pour la livraison ultérieure des étiquettes, frais de transport compris;
- les frais de remballage ou de transvasement de produits de tiers déjà emballés, sans les frais pour la livraison ultérieure du matériel d'emballage, y compris les frais de transport;
- le préjudice pécuniaire supplémentaire dû au fait prouvé que les produits de tiers emballés ne peuvent pas être vendus en raison du matériel d'emballage défectueux du preneur d'assurance ou uniquement avec une remise sur le prix. La Compagnie n'indemnise pas le dommage en proportion de l'indemnité pour le produit livré par rapport au prix de vente qui

serait à attendre en cas de livraison exempte de tout défaut du produit fini.

L'énumération ci-avant est exhaustive.

2. Restrictions de l'étendue de la couverture

L'assurance ne couvre pas:

- les dommages attribuables à un code barres EAN défectueux ou à des codages analogues;
- les frais de rappel ou de reprise des choses défectueuses;
- d'autres dommages économiques.

3. Prestations de la Compagnie et franchise

Dans le cadre de la somme d'assurance définie dans la police, les prestations pour les frais et préjudices pécuniaires supplémentaires au sens du ch. 1 ci-avant sont limitées à CHF... par année d'assurance.

Pour de tels frais et préjudices pécuniaires, l'assuré doit prendre en charge par événement la franchise particulière correspondante convenue dans la police.